

Le Burundi a enregistré un taux de croissance économique de 4,5% cette année

PANA, 16 décembre 2011 Bujumbura, Burundi - L'économie burundaise a enregistré cette année un taux de croissance de 4,5 pc jugé "trop bas" par rapport aux "immenses besoins" d'un pays encore convalescent d'une longue période de guerre civile qui a mis au rouge pratiquement tous les indicateurs socio-économiques nationaux, estime-t-on officiellement à Bujumbura, la capitale. Un tel taux de croissance est trop bas pour permettre à un pays post-conflit de rattraper les retards et satisfaire les attentes de la population en termes de dividendes de la paix, a déclaré, jeudi, le deuxième vice-président de la République chargé des questions économiques et sociales, Gervais Rufyikiri, lors d'une rencontre avec le corps diplomatique et consulaire accrédité à Bujumbura sur les réalisations gouvernementales de 2011. M. Rufyikiri a cependant noté avec satisfaction la montée assez spectaculaire du produit intérieur brut (PIB) par habitant à 215 dollars américains, en 2011, qui était de 100 dollars en 2005. Selon lui, les secteurs porteurs de croissance sont l'agriculture et l'élevage, l'énergie et les mines, le transport (infrastructures), le tourisme et le développement privé. "Le gouvernement a déjà fait un grand pas en dotant ces cinq domaines de 28 pc du budget global de 2011", a-t-il noté. La question posée est, selon lui, de savoir comment accélérer la croissance économique en vue d'atteindre d'ici deux chiffres très souhaités. Le vice-président burundais a estimé que la tâche serait difficile pour l'économie déjà négativement affectée par la crise économique mondiale à travers la hausse des prix des produits pétroliers et des prix des produits de première nécessité, y compris les produits alimentaires. Au niveau interne, l'économie burundaise est encore trop dépendante des productions agricoles, alors que celles-ci se trouvent souvent menacées par les aléas climatiques, a ajouté le vice-président Rufyikiri, qui a annoncé une conférence des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux du Burundi en avril 2012. Il a demandé à tous les partenaires techniques et financiers du Burundi de se préparer pour répondre présents à cette conférence pour y donner des messages forts annonçant des engagements consistants et de nature à soutenir la politique de développement social et économique du pays. Les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux contribuent déjà pour plus de 50 pc au budget de fonctionnement de l'Etat burundais, rappelle-t-on.